

« J'ai voulu éviter un désastre au pays »

GRÈCE Alexis Tsipras a annoncé hier soir qu'il ne croyait pas à l'accord qu'il a signé

► Le Premier ministre grec s'est exprimé pour la première fois depuis la signature de l'accord.

► Il en a profité pour critiquer les créanciers et ses partenaires européens.

À la veille d'un vote crucial au Parlement grec sur l'accord conclu le week-end dernier avec les 18 membres de la zone euro, après un sommet européen des chefs d'État très tendu, le Premier ministre grec Alexis Tsipras était fort attendu à son retour au pays. Les dissensions au sein même de son parti Syriza, après un accord jugé par certains membres de sa majorité comme un véritable hold-up, sont apparues très rapidement et pèsent comme une épée de Damoclès sur l'avenir politique de son gouvernement.

S'exprimant pour la première fois publiquement depuis la conclusion de l'accord à la télévision grecque tout juste ressuscitée ERT, l'homme a d'abord reconnu que l'accord avec les créanciers pour un 3^e plan d'aide financière est un texte auquel « il ne croit pas », mais qu'il « a signé pour éviter le désastre au pays ». Exsangue financièrement, la Grèce fait face à une forte dégradation de la plupart de ses indicateurs économiques. Ses banques sont proches de la faillite – « mais elles ne rouvriront que dans un mois, quand l'accord final aura été conclu », a-t-il dit.

Même si les principaux partis d'opposition, comme la droite (Nouvelle Démocratie) et les socialistes du Pasok, ont déjà dit qu'ils apporteraient leur soutien

à Alexis Tsipras à l'heure du vote, les déceptions engendrées par la conclusion d'un accord « à nouveau douloureux » pour le peuple grec, dicit les membres les plus à gauche du parti Syriza, ne devraient pas rester sans conséquences politiques pour l'exécutif de Tsipras. Pourtant, ce dernier a tenu sa ligne : « J'assume mes responsabilités pour toute erreur que j'ai pu commettre, j'assume la responsabilité pour éviter tout désastre au pays. »

« Cela a été une sale nuit pour l'Europe »

Posé, ferme, et manifestement plutôt convaincant d'après les observateurs, Tsipras a également affirmé que sa priorité absolue était d'honorer son engagement : « Je n'ai aucune raison de provoquer des élections. Cela dépend des développements » – sous-entendu, des rapports poli-

tiques qui se dessineront pendant et après le vote de demain au Parlement grec. Et d'ajouter qu'il ne croyait pas à un gouvernement d'union nationale. « Je vais essayer d'aller au bout des 4 années de mon mandat. Un capitaine ne doit pas quitter le navire. Je ferai tout pour garder Syriza et le groupe parlementaire unis mais tout dépend des plans politiques de chacun ! » Précisant : « Je ne permettrai à personne de dire que mes choix violent les idéaux de la gauche. »

Aux téléspectateurs, l'homme a également confirmé que l'ambiance n'avait pas été au beau fixe durant les négociations. « La nuit de l'accord a été une sale nuit pour l'Europe qui a mis beaucoup de pression sur un pays, sur un peuple », a expliqué le Premier ministre grec. « Mais contrairement au premier texte, nous sommes parvenus à un accord qui ne nous mène pas à une

impasse », a-t-il nuancé. Et le Premier ministre de préciser qu'il s'était battu pour que les pensions ne soient pas coupées et que les Grecs ne perdent pas leur épargne. Selon lui, l'accord obtenu permet à la Grèce de rester dans la zone euro et d'éviter un Grexit provisoire. Le plus important. Même si « la Grèce doit s'engager à mener des réformes sérieuses ». Cela dit, il a tout de même précisé qu'il ne pouvait rien promettre tant qu'il n'avait pas signé l'accord final « car certains ont encore dans leur tiroir le plan B ».

Le Premier ministre a cependant pointé le caractère « antidémocratique » du message des créanciers : « Le message envoyé c'est que la démocratie ne compte pas pour des pays endettés. Il est évident que les conservateurs européens sont mal à l'aise avec un gouvernement – comme le nôtre – qui est différent. La France, l'Autriche, l'Italie et Chypre nous ont soutenus », a lancé le Premier ministre.

« Varoufakis, un ami »

Alexis Tsipras est également revenu sur la démission de Yanis Varoufakis. Le ministre des Finances avait été mis en minorité, le soir du référendum, sur sa ligne dure qu'il comptait tenir face à la BCE. « Monsieur Varoufakis s'est battu très fort pour un meilleur accord. Mais on peut être un grand économiste, un brillant professeur, mais ça ne veut pas dire que l'on est politicien. Bien sûr qu'il a fait des erreurs. Mais je ne le blâme pas. Je me blâme moi-même, je suis le Premier ministre. » Alexis Tsipras a également mis fin aux rumeurs qui voudraient que Varoufakis ait un agenda secret : « C'est totalement faux. Yanis était et est toujours mon ami. » ■

F.M (avec A.G.)